

Nous entamons ces consultations sans aucune idée préconçue, si ce n'est, bien entendu, l'appui que nous accordons au GATT. Nous espérons pouvoir en tirer certaines conclusions d'ici quelques mois, pour ensuite commencer à les mettre en oeuvre. Le message que je désire vous transmettre est le suivant: quelles que soient les conclusions, elles ne nous détourneront en aucune façon d'une conclusion à laquelle nous sommes déjà arrivés: la région du Pacifique en général, et le Japon en particulier, seront parmi les premiers visés par nos efforts de promotion du commerce.

Le document relatif à l'accès aux marchés est simplement une des initiatives que le gouvernement a prises pour améliorer les résultats commerciaux du Canada. A la fin de la semaine prochaine, je serai à Regina où je participerai avec le Premier ministre Mulroney et les premiers ministres des dix provinces du Canada à une réunion sur les options dont je viens de faire état.

La Conférence des Premiers ministres constituera un prélude important à la Conférence au sommet sur l'économie nationale qui doit avoir lieu en mars. Au cours de ce sommet, gens d'affaires, dirigeants syndicaux, universitaires, politiciens et autres Canadiens intéressés se rencontreront dans un esprit de collaboration pour recenser les défis et établir de nouveaux objectifs. Pour que ce renouveau économique devienne une réalité, nous devons nous battre sur plusieurs fronts. Nous devons mettre de l'ordre dans nos finances. Nous devons redéfinir le rôle du gouvernement afin qu'il établisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois. Nous devons encourager l'investissement, tant canadien qu'étranger. Enfin, ce qui est encore plus important pour nous tous ici présents, nous devons encourager nos gens d'affaires à exporter à l'étranger.

A cette fin, nous devons tenter par tous les moyens de garder le système commercial mondial ouvert, en dépit des fortes pressions protectionnistes qui s'exercent. Le néo-protectionnisme est l'une des conséquences des récents problèmes économiques et financiers mondiaux que sont la récession, les prix élevés du pétrole, des taux d'intérêt instables, l'inflation et la crise financière internationale qui, conjugués, ont obligé de nombreux pays à réduire leurs importations.